

# La Cause du Communisme

N°9  
1984



# CRISE ET FASCISME

ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE

**VOIE PROLÉTARIENNE**

VP-PARTISAN.ORG ★ CONTACT@VP-PARTISAN.ORG ★ BP 122 - 93403 SAINT-OUEN



## **I. ÉCONOMIE, IDÉOLOGIE ET POLITIQUE**

C'est la crise. Personne qui n'utilise cette expression au moins une fois par jour. La crise économique est maintenant d'une banale évidence. Certains poussent l'analyse un peu plus loin, sur le terrain de la sociologie. Par exemple, à propos des liens entre l'approfondissement de la crise et la délinquance. Très peu abordent la question des rapports entre l'économique, l'idéologique et le politique.

La crise est économique, sûrement et au premier chef. Mais pas seulement. Elle est aussi en même temps crise des idéologies, des systèmes politiques, des arts et des lettres, etc... tous ces facteurs de la crise réagissant les uns sur les autres, tour à tour comme causes et conséquences de l'aggravation de la crise.

Nous avons combattu, et combattons toujours, l'idée que la crise serait d'origine politique, "voulue" par des patrons devenus soudainement masochistes (comme disait le PCF : "ils cassent les usines", "ils coulent la France"), ou "organisée" par les USA. Et nous avons avancé l'analyse que la crise était une nécessité objective trouvant son fondement dans l'inéluctable blocage du processus d'accumulation capitaliste, lequel est insurmontable pacifiquement (voir La Cause du Communisme n°8).

Cette analyse des bases économiques, dans les rapports sociaux de production, de la crise du capitalisme, ne doit cependant pas nous conduire à l'économisme. C'est-à-dire ici à cette erreur qui consisterait à ne considérer que l'aggravation des problèmes économiques du capitalisme pour penser qu'il s'écroulera pour ainsi dire tout seul ou presque. Erreur qui prend aussi souvent la forme d'imaginer que la misère de plus en plus élargie où sont jetées les masses travailleuses amènera inéluctablement un mouvement révolutionnaire plus radical et plus ample. Positions qui, sur le plan politique, conduisent à décréter "l'agonie" du capitalisme, à se contenter d'exalter (ou d'attendre) la lutte de classe, et à préconiser de l'élargir à un vaste Front de tous les "travailleurs" contre une poignée de monopoles, puisque la crise touche, économiquement, presque tout le monde.

Or toutes les couches et classes ne réagissent pas de la même façon à la détérioration de leur situation économique. Et même la classe ouvrière ne devient pas spontanément révolutionnaire parce qu'elle souffre plus. Autrement dit, la façon dont la crise se reflète dans les idées et pratiques immédiates des différentes couches et classes sociales n'est ni homogène, ni spontanément anti-capitaliste (et encore moins communiste).

D'une façon générale, il s'agit donc d'accorder toute leur importance aux rapports entre infrastructure et superstructure. Ils sont un indice déterminant du mûrissement de la crise révolutionnaire : "quand ceux d'en haut ne peuvent plus, quand ceux d'en bas ne veulent plus...". Le "pouvoir", le "vouloir" sont déterminés par de nombreux facteurs autres que strictement économiques. Ils sont en retard ou en avance sur l'évolution économique.

Qu'en est-il en particulier chez nous, en Europe, en France ? La crise y est celle d'un vieux pays impérialiste dans lequel la bourgeoisie exerce sa dictature à travers une forme dite démocratique de l'État. Forme par laquelle elle assure son hégémonie parce qu'elle assure (ou assurait jusqu'à aujourd'hui) l'alliance de classe entre elle et les masses petites bourgeoises (très nombreuses dans un pays comme la France autrefois petits paysans puis aujourd'hui "couches moyennes") et même entre elle et de larges fractions de la classe ouvrière, à travers les syndicats et partis réformistes notamment. Du Parlement aux Conseils Municipaux, de la Sécurité Sociale aux Comités d'Entreprise, mille structures, dix mille fauteuils, cent mille strapontins assurent la cogestion du consensus social à travers ces formes démocratiques, au prix de quelques petits compromis pour la bourgeoisie et sous l'œil vigilant de son armée, sa police, ses chiens de garde intellectuels aboyant sans cesse pour maintenir le troupeau dans la "bonne" voie.

Mais voilà que ces compromis (Etat-providence, miettes de la croissance, postes, sinécures, avantages coloniaux divers, etc... ), fondés sur l'impérialisme, sont remis en cause par sa crise et la nécessité des restructurations. "Le tissu social se déchire" s'alarment ceux qui, comme "Le Monde", font profession de prêcher aux bourgeois moins d'âpreté pour en maintenir la cohésion, et se proposent comme ravaudeurs.

Le fait est que la crise est aussi politique. Politiquement toutes les classes sont touchées, aussi bien la bourgeoisie que le prolétariat et les couches intermédiaires.

Prenons le mouvement ouvrier. Il est en crise politique car la pratique réformiste d'amélioration d'un certain type de "niveau de vie" en échange de son acceptation de l'exploitation n'existe plus. Il doit se poser la question d'une lutte beaucoup plus longue, plus dure, plus complexe, devant laquelle il hésite encore aujourd'hui.

Mais la classe dominante est aussi en crise politique : sa capacité à maintenir son hégémonie à travers le système démocratique "républicain" est battue en brèche. L'échec même des partis de gauche au pouvoir depuis 1981 signifie la perte, pour la bourgeoisie, de cette carte, d'usage historiquement traditionnel quand il s'agit d'essayer de faire avaler aux masses des mesures d'austérité que la droite aurait plus de mal à faire passer. Plus encore l'alliance politique fondamentale bourgeoisie-petite bourgeoisie est ébranlée. La petite bourgeoisie est apeurée à l'idée de basculer vers le bas, frustrée dans ses aspirations à rejoindre les bourgeois, cocue qui croyait avoir fait un mariage d'affaires avec lui, bornée par définition, excitée depuis toujours dans le sentiment de l'être supérieur qui s'est "élevé au-dessus du lot à force de travail et d'épargne", fragile et peureuse; et elle ne sait plus à quel régime, à quel parti, à quel chef se vouer, elle qui, selon l'expression de Marx, a toujours attendu d'en haut la pluie et le beau temps, protection et sécurité. Elle est la proie rêvée pour tous les démagogues fascisants genre Le Pen. Elle commence à quitter les partis traditionnels, de droite comme de gauche.

Dans la crise les partis de la vieille République bourgeoise se déconsidèrent. Le lien traditionnel représentants-représentés par lequel la bourgeoisie organisait sa domination politique se rompt. Le parlementarisme bavard et impuissant est à bout de souffle. On pourrait en dire de même d'ailleurs dans bien d'autres domaines que nous n'aborderons pas ici (art, culture, etc.).

Crise de la superstructure politique donc, qui ne signifie pas encore écroulement du pouvoir bourgeois, mais annonce au moins sa transformation. La politique n'est pas l'expression rationnelle immédiate de l'économique : il y a autonomie relative de l'une par rapport à l'autre. Aujourd'hui la crise engendre des comportements "excessifs" et dissout les alliances de classe traditionnelles. Elle exige simultanément un pouvoir politique fort pour être surmontée, cela au moment même où la bourgeoisie est hésitante et divisée sur la marche à suivre tout autant que le prolétariat. L'enjeu immédiat de la crise est bien politique. C'est de la recomposition du pouvoir politique de la classe bourgeoise ou de la composition d'un nouveau pouvoir politique prolétarien que dépend l'issue.

Du fait de l'affaiblissement momentané des deux pôles principaux de la société capitaliste (bourgeoisie et prolétariat), il est probable que les couches intermédiaires petites bourgeoises vont - relativement - s'autonomiser sur le plan politique et marquer, pour un temps au moins, de leur spécificité le cours des événements. Après avoir quelque peu versé dans l'utopie libertaire lors de Mai 68, la peur les pousse maintenant de plus en plus largement vers l'utopie fascisante.

C'est surtout à l'analyse de cet aspect de la situation politique actuelle que nous nous attacherons dans cet article. En nous appuyant d'abord sur l'expérience historique du fascisme pour mieux comprendre comment se transforme aujourd'hui la superstructure politique. Transformation en cours dont témoignent l'effet Le Pen, la montée de la xénophobie et du racisme, les abstentions

massives aux élections, le scandale Flick en Allemagne, les campagnes "anti-Etat", le discours sur le libéralisme, le mouvement sur l'enseignement privé, Jean-Paul II, Reagan, tous phénomènes qui n'en sont d'ailleurs que quelques signes parmi beaucoup d'autres.

## **II. L'EXPÉRIENCE**

"Une dictature semi-bonapartiste (...) réalise les grands intérêts matériels de la bourgeoisie, au besoin contre celle-ci, mais ne la laisse pas participer au pouvoir"<sup>1</sup>.

### **I/ Le fascisme n'est pas seulement "une réponse à la révolution"**

L'idée généralement admise dans la tradition de la III<sup>ème</sup> Internationale Communiste est que le fascisme correspond à un durcissement militaire et policier de la bourgeoisie face à la montée du mouvement révolutionnaire. La dictature ouverte serait le seul - et ultime - moyen qui lui resterait pour tenter d'empêcher une proche victoire révolutionnaire. Ce point de vue décrit une bourgeoisie consciente d'être rendue aux abois par le prolétariat, répondant par les armes aux armes. Il est unilatéral et trop sommaire.

En effet, l'expérience historique est assez différente. Le fascisme (en tant que phénomène de masse distinct d'une simple dictature militaire établie par un putsch) naît dans des pays impérialistes, en période de crise profonde, en période de l'entre-deux guerres caractérisée par la nécessité de mutation sérieuse du capitalisme (concentrations, monopoles, taylorisme) qui entraîne des bouleversements aussi bien dans les classes au pouvoir que dans le prolétariat, et donc une crise du pouvoir politique.

En Allemagne et en Italie, le mouvement ouvrier révolutionnaire d'après-guerre était déjà vaincu (par les gouvernements de gauche sociaux-démocrates notamment) quand le fascisme s'est développé et a pris le pouvoir. Celui-ci ne s'est donc pas imposé comme une création de la bourgeoisie pour briser la révolution - c'était déjà fait - mais pour achever d'imposer à la classe ouvrière la "restructuration" du capitalisme et aussi de recomposer le pouvoir bourgeois lui-même (incapable, dans sa structuration antérieure, de la mener à bien) au profit des fractions monopolistes de cette classe.

Le fascisme n'est pas qu'un régime policier de dictature ouverte - bien que ce soit là un aspect évident et essentiel - au sens où il s'agirait pour la bourgeoisie de se débarrasser de la forme démocratique pour lutter contre un pouvoir révolutionnaire. La crise pousse au changement la bourgeoisie aussi. Celle-ci doit sauvegarder à tout prix son pouvoir économique, même au prix d'accepter un pouvoir politique qu'elle n'exerce pas elle-même directement (ce qui est le cas, nous le verrons, du fascisme) mais qui lui assure les conditions immédiates de sa lutte pour la survie économique, sa "sortie" de crise : au détriment de certaines fractions bourgeoises du bloc hégémonique précédent dont la disparition s'avère nécessaire contre les bourgeoisies des autres pays concurrents, par l'exploitation accrue du prolétariat dans une nouvelle organisation du travail.

En tant que changement radical de la forme du pouvoir, le fascisme se présente comme une apparente "révolution" tant pour la bourgeoisie que pour le prolétariat. Mais, fondé sur la tentative de sauver le capitalisme national, il n'est que mystification et, finalement, horreur sanglante.

---

<sup>1</sup> Engels caractérise ainsi l'État de Bismarck de "semi-bonapartisme" (c'est-à-dire de dictature "éclairée" capable de "forcer" l'évolution du capitalisme "par en haut" à la prussienne, par le moyen du pouvoir politique). Cité dans "La question nazie", P. Ayçoberry. Ed. Seuil. Marx dit dans le 18 Brumaire que le Second Empire était "la seule forme possible de gouvernement à une époque où la bourgeoisie avait déjà perdu la capacité de dominer la nation et où la classe ouvrière n'avait pas encore acquis cette capacité".

Destructeur, morbide (la guerre, le génocide, le sang sont des "valeurs" premières du fasciste... ) et nihiliste, le fascisme traduit à sa façon le crépuscule des dieux "capitaliste", régime qui ne peut se survivre à lui-même qu'à travers des horreurs toujours plus massives et plus monstrueuses.<sup>2</sup>

## **2/ Le fascisme a une base de masse**

Il n'est pas - autre thèse classique - que la dictature des "200 familles". Le fascisme est certes une forme de dictature ouverte qui exprime la politique du capitalisme en crise dans des pays impérialistes "moyens". Mais, contrairement aux dictatures militaires type Turquie ou Chili aujourd'hui, il a pour caractéristique d'entraîner du moins à ses débuts une majorité ou une masse importante de la population active derrière lui d'une part, et d'être conflictuel avec certaines couches capitalistes de l'autre.

Les causes de ces caractères spécifiques du fascisme par rapport aux formes purement policières de dictature ouverte tiennent évidemment au caractère impérialiste des pays où le fascisme s'est développé et, notamment, au nombre et à la situation particulière dans ces pays des masses petites bourgeoises ainsi qu'à la corruption d'une partie du mouvement ouvrier acquise sous l'impérialisme, à l'idéologie petite bourgeoise.

D'où, par exemple et comme nous le verrons, le développement vigoureux des thèmes racistes et nationalistes-hégémoniques, en écho du souvenir du "bonheur perdu" de l'époque heureuse. Époque où ces couches profitaient de l'empire colonial, époque de l'impérialisme triomphant, époque du "bonheur" de dominer et d'exploiter "les autres", ces autres qui se rebellent, qui deviennent "de trop", qui, cause du bonheur, deviennent dans l'esprit borné du petit bourgeois cause du malheur. N'ayant rien compris de l'origine de son soi-disant bonheur, éduqué dans l'idée qu'il le devait à son travail, son épargne, son génie, sa civilisation supérieure, le petit bourgeois adhère facilement aux thèses irrationnelles du fascisme lui expliquant l'origine de son malheur dans les forces obscures et jalouses du désordre, de l'étranger, des profiteurs et autres vampires venus lui voler les fruits de son labeur.

Ainsi le fascisme est d'abord surgi "d'en bas", comme expression de l'engagement des masses petites bourgeoises ruinées ou en voie de l'être et de fractions du prolétariat ( du "lumpen" à l'aristocratie). Cette influence de masse une fois constituée attire au fascisme la sympathie et l'aide de la grande bourgeoisie, surtout après qu'il ait accédé au pouvoir. Ce qu'il fait contre les partis bourgeois traditionnels et parlementaristes qu'il anéantit ou soumet.

D'où une certaine autonomie - toute relative - du fascisme par rapport au grand capital. Du moins initialement, car la petite bourgeoisie n'est pas une sorte de "3ème force" qui pourrait organiser longtemps un pouvoir étatique indépendant du capital, et celui-ci, avec le fascisme, rétablit justement son hégémonie. Mais au prix de certains compromis avec la petite bourgeoisie et le fascisme qui marquent particulièrement le nouveau régime.

Bref, s'il mène, en dernière analyse une politique conforme en général aux intérêts des monopoles, le fascisme n'est pas strictement "aux ordres" du grand capital. Il n'est pas seulement "son agent payé", son "instrument militaire" comme le disait le 7ème Congrès de la IIIème Internationale. Et comme le disait aussi, par exemple, la presse française au moment de l'arrivée de Hitler au pouvoir en 1933 qu'elle présentait comme le "prisonnier" de la droite bourgeoise, "l'homme de paille", "l'agent" des "vrais maîtres" de l'Allemagne : le Chancelier Von Papen (l'homme des Junkers prussiens), Hugenberg (dirigeant du parti conservateur deutsch-national, délégué de l'industrie lourde), le banquier Schreder, etc... Analyses qui négligeaient les rapports du fascisme avec la petite bourgeoisie et ses relations complexes avec le grand capital.

Clara Zetkin voyait plus juste quand elle déclarait au Comité Central du Komintern en 1923 : "L'erreur du parti communiste italien a consisté principalement dans le fait de considérer le

---

<sup>2</sup> Le lecteur trouvera une argumentation plus complète et systématique de ces thèses dans l'ouvrage de Poulantzas : "Fascisme et Dictature", Ed. Seuil, dont nous nous sommes servi pour cette partie de cet article.

fascisme seulement comme un mouvement militaire-terroriste, non comme un mouvement de masse présentant des bases sociales profondes. On doit mettre explicitement l'accent sur le fait que, avant que le fascisme ne gagne militairement, il a déjà atteint la victoire idéologique et politique sur la classe ouvrière".<sup>3</sup>

### 3/ Le fascisme en Allemagne et en Italie

Sans tomber dans l'erreur de l'analogie historique, l'expérience de l'Allemagne et de l'Italie est intéressante parce qu'elle se situe au stade de la grande crise impérialiste de 1929, qui, quoiqu'en disent les "experts", était fondamentalement du même type que celle d'aujourd'hui.

Cette expérience montre que si tous les pays impérialistes ont été touchés par la crise, le fascisme n'y a pas connu partout le même développement. S'il a plus touché l'Allemagne et l'Italie (sans parler ici du Japon ou de l'Espagne), c'est à cause de l'ensemble des conditions économiques, politiques, idéologiques qui ont alors fait de ces pays des "maillons faibles" dans la crise.

Grosso modo les caractères spécifiques communs à ces deux pays tiennent à quelques facteurs :

- leur constitution en États nationaux a été tardive et difficile, à peine et imparfaitement achevée à l'issue de la première guerre mondiale. Cette constitution s'est faite autoritairement, "par le haut", par l'intervention d'un État fort fondé sur l'alliance bourgeoisie et grands propriétaires fonciers (donc avec compromis avec eux : pas de révolution agraire) et dans la crainte d'un prolétariat déjà constitué. D'où naissent des États à l'économie très concentrée et très forte dans certains secteurs, mais relativement fragiles aussi : larges autonomies des provinces, contradictions capital financier-propriétaires fonciers paralysantes, faiblesse face aux autres impérialismes concurrents qui se sont déjà partagé le monde (et repartagé après les traités de Versailles).
- d'où relative fragilité politique de l'État. Non seulement la bourgeoisie financière n'a pas installé son hégémonie, mais, faute de révolution agraire comme en France, elle n'a pas pu sceller une solide tradition "démocratique" fondée sur l'alliance bourgeoisie/paysans. Et les contradictions de classe y sont d'autant plus vives que le capitalisme s'y est développé plus rapidement et plus brutalement encore qu'ailleurs.
- la défaite de 14-18 pour l'Allemagne, tandis que l'Italie est à l'écart des vainqueurs, entraîne une crise idéologique particulière : désarroi de la bourgeoisie, déconsidérée, atteintes à l'orgueil national, sentiment justifié d'être victimes des traités de Versailles, il y aura là une source pour le fascisme : l'idée de nations brimées soumises à l'impérialisme des autres et trahies par leurs élites traditionnelles.

Lorsque la crise se développe, ces pays seront tout particulièrement touchés. Pas seulement les prolétaires, mais aussi les couches moyennes. Et les classes dominantes elles-mêmes, si elles s'entendent pour réprimer les mouvements révolutionnaires de l'après-guerre, sont trop divisées, politiquement trop affaiblies, pour imposer une voie au développement capitaliste. Elles n'arrivent pas à former un bloc hégémonique, unissant une bourgeoisie soudée autour d'un projet de capitalisme monopoliste (comme le fit Roosevelt aux USA par exemple) et s'alliant aux couches moyennes.

Le fascisme naît dans cette conjoncture particulière comme une réorganisation du bloc au pouvoir, imposée par différents moyens, violents et "illégaux" notamment mais pas uniquement, y compris contre les partis bourgeois traditionnels. Ceci à un moment où aucune classe ne semble capable d'imposer, par le biais de l'État parlementaire ou par celui d'une autre forme de pouvoir politique, sa domination sur les autres classes.

---

3 Cité dans Poulantzas, opus cité p. 94.

#### 4/ Le procès de fascisation

En Allemagne comme en Italie, le fascisme ne s'est développé et n'est arrivé au pouvoir qu'après que les fortes poussées révolutionnaires d'après-guerre aient été vaincues, réprimées, et la classe ouvrière mise sur la défensive. Bien que non encore écrasée, elle n'opposait une résistance à la crise que sur le plan revendicatif économique et syndical tandis qu'elle était sans perspective claire sur le plan politique. L'offensive de la bourgeoisie correspond alors beaucoup plus aux difficultés qu'elle doit surmonter pour tenter de sortir de la crise<sup>4</sup> qu'au besoin de briser par la force un mouvement révolutionnaire : efforts de "restructurations" économiques, lutte contre les concurrents, etc. Avec le fascisme, la priorité sera donnée à l'industrie lourde et à l'organisation des monopoles, les gros agrariens seront évincés du pouvoir, le chômage réduit par les "grands travaux" et la militarisation à outrance, le prolétariat encadré par les corporations patronales, la petite bourgeoisie rentrera en masse dans l'appareil bureaucratique d'État censé diriger l'économie dans l'intérêt de toute la Nation d'une main de fer.

a) Au début, nés de la guerre civile de l'après-guerre, les groupes fascistes ne sont que des bandes armées dispersées, soldats démobilisés, mercenaires soutenus par tel ou tel financier. Dans cette période de guerre civile et de troubles les liens entre les classes et l'État ne s'établissent plus par le canal des partis politiques mais revêt un caractère de plus en plus direct et varié : réseaux parallèles, milices privées, bandes diverses, prolifèrent.

La bourgeoisie se partage elle-même entre le soutien à la social-démocratie pour le travail répressif, ou à telle ou telle bande armée, ou à tel parti de droite, etc. (le premier putsch de Hitler à Munich est brisé).

b) La poussée révolutionnaire momentanément vaincue, la crise économique ne s'en développa pas moins. Le fascisme se développe alors comme un mouvement de masse à l'aide d'une idéologie beaucoup plus élaborée qu'un quelconque groupe para-militaire. Il tient un discours nationaliste, mais présentant de nombreuses apparences anticapitalistes. Il rallie de nombreux "déchus" de la démocratie bourgeoise : déclassés, chômeurs, aigris, apeurés, démobilisés notamment dans les couches moyennes touchées de plein fouet par la crise, sensibles aux discours contre la gabegie, l'immoralité, le désordre engendrés, selon les fascistes, par les ploutocrates, les financiers cosmopolites, les juifs, aussi bien que par les rouges anarchistes et terroristes. Il sait capter leur colère, organiser leur violence.

Cette petite bourgeoisie (et avec elle certaines couches qui lui sont proches du mouvement ouvrier) rejoint d'autant plus le fascisme qu'elle se trouve dans une crise de "représentation politique" : les partis traditionnels, notamment réformistes, qui lui assuraient la sécurité de sa place sociale, le partage des brigandages impérialistes, l'espoir de plus de justice redistributive, ont fait faillite ouvertement à ses yeux en exerçant le pouvoir sans pouvoir empêcher l'aggravation de la crise. Le parlementarisme bourgeois est un cadavre puant. Le fascisme promet le grand coup de balai qui rendra le pays propre comme un pavillon de banlieue. Ni capitaliste, ni communiste, le programme national-socialiste est un parfait catalogue des revendications et rancœurs d'une petite bourgeoisie déçue et apeurée par la crise de l'impérialisme.

c) Le fascisme arrive au pouvoir par des voies électorales, légales ou proches de la légalité (de façon tout aussi "légitime" par exemple que de Gaulle en 1958). Sa prise de pouvoir se fait sous les auspices de la grande bourgeoisie qui commence à voir, dans le fascisme, un moyen de rallier les masses à un régime fort dont elle a besoin dans la crise. Le fascisme supprime complètement les partis de la droite traditionnelle : c'est dans les pays où ils sont faibles qu'il est fort.

---

4 Ce qui inclut bien sûr, mais ne se réduit pas à, la nécessité de briser ce qui reste de résistance et d'organisations du mouvement ouvrier qui gêne la "restructuration" capitaliste

La bourgeoisie accepte des compromis avec le fascisme au fur et à mesure que celui-ci donne des gages de respectabilité, gomme de son discours ce qui apparaissait anti-capitaliste, et enfin supprime son aile gauche populiste ("Nuit des longs couteaux" en Allemagne) tout en accentuant la répression contre les communistes (ouverture des camps de concentration). Alors l'alliance est scellée et le fascisme, à ce moment, exerce le pouvoir pour le compte du grand capital. Le prix qu'il en reçoit est notamment que c'est lui et la petite bourgeoisie qui fournissent l'essentiel du personnel politique. L'État fasciste est une vaste bureaucratie où pullulent les petits bourgeois. De ce point de vue, l'État fasciste représente un phénomène du même ordre que celui que Marx décrivait pour l'État bonapartiste : pour sauver son pouvoir économique et social, la bourgeoisie se retire du pouvoir politique direct au profit d'un État d'apparence plus neutre, plus au service "de la nation toute entière" : "pour sauver sa bourse, la bourgeoisie doit nécessairement perdre sa couronne, et que le glaive qui doit la protéger est fatalement aussi une épée de Damoclès suspendue au dessus de sa tête"<sup>5</sup>.

Épée de Damoclès, certes, car ayant fait passer le glaive de l'armée allemande des mains des aristocrates (junkers) à celui des SS, les nazis entraîneront la bourgeoisie allemande à la catastrophe, bien qu'elle ait cherché tardivement à la réduire (attentats contre Hitler). Ils réaliseront là aussi cette autre appréciation de Marx (à propos des masses paysannes sous Napoléon III) : "assurément la bourgeoisie ne peut que craindre la stupidité des masses, tant qu'elles restent conservatrices, et leur intelligence dès qu'elles deviennent révolutionnaires"<sup>6</sup>.

Combien il est vrai - et toujours vrai aujourd'hui - que la bourgeoisie sème la bêtise et la stupidité, et récolte le fascisme qui précipite sa chute. Sauf à ce que, rompant ses chaînes idéologiques, le prolétariat déploie alors son intelligence à construire la nouvelle société qu'il porte en lui et entraîne à sa suite la petite bourgeoisie à cesser de vouloir être l'imbécile et médiocre imitation de la grande.

Ceci étant dit, il ne faudrait pas pousser au-delà de ces considérations générales sur la relative autonomie de la société civile et de l'État le parallèle entre le bonapartisme analysé par Marx dans le "18 Brumaire" et le fascisme. Car, à l'époque de l'impérialisme et des monopoles, l'autonomie relative de la petite bourgeoisie ne peut être aussi grande qu'à l'époque de la petite production capitaliste. L'État fasciste n'est pas une troisième force, une dictature petite bourgeoise indépendante. Dans sa période de stabilisation, il se rapproche de la grande bourgeoisie et réalise ses intérêts généraux. S'il y'a eu deuxième guerre mondiale, ce n'est pas tant à cause du fascisme qui aurait été une folie, un accident évitable et exceptionnel, suivant les historiens bourgeois, mais bien parce que la crise de l'impérialisme y menait nécessairement. Et la guerre économique qui précède toujours la guerre militaire pousse d'elle-même à "l'état d'exception".

Le fascisme en est une forme historique particulière qui recompose l'alliance petite bourgeoisie-bourgeoisie (lors de la première guerre mondiale la forme démocratique avait suffi, en France et en Angleterre).

Ainsi l'expérience historique du fascisme, si elle invite à réfléchir sur la complexité des rapports petite bourgeoisie-bourgeoisie dans un pays impérialiste en crise, ne remet nullement en cause cette thèse du marxisme selon laquelle la petite bourgeoisie ne peut pas avoir de projet politique et économique indépendant, oscille constamment entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Le fascisme est bien une manifestation que la bourgeoisie ne peut plus "gouverner comme avant", qu'elle est amenée à faire des concessions à la petite bourgeoisie qui l'entraîne plus vite et plus loin vers des solutions extrêmes de racisme, violence, guerre, etc... qu'elle ne contrôle pas

---

5 K. Marx. "Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte". Compte tenu de la multiplicité des éditions du "18 Brumaire", il est inutile de citer ici les numéros des pages d'où sont extraites les citations. D'autant que le lecteur se reportera lui-même facilement à ce texte assez court

6 K. Marx. "Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte"-opcit

complètement. Ce qui permettra toujours à quelques bourgeois "éclairés" ayant comme tous semé le vent de dire " nous n'avions pas voulu cela".

### **Le 7ème Congrès de la IIIème I.C.**

Sans faire ici une analyse détaillée des positions de la 3ème Internationale Communiste sur le fascisme (qui ont varié), il est néanmoins intéressant de présenter les points sur lesquels peut être portée une critique aux positions finales de son 7ème Congrès, exposées notamment par Dimitrov et résumées dans sa formule: "Le fascisme est la dictature ouverte, terroriste, des éléments les plus réactionnaires et les plus impérialistes du capital financier".

Cette définition correspond à une analyse de la situation, dont nous avons déjà dit qu'elle était unilatérale, dans laquelle l'I.C. ne voit le fascisme que comme une réponse ultime et quasi désespérée de la bourgeoisie à la montée du mouvement révolutionnaire. C'est le schéma économiste : la crise ne peut qu'entraîner mécaniquement un mouvement révolutionnaire de plus en plus massif, de plus en plus radical. La bourgeoisie perd tout appui dans les masses et le bloc au pouvoir se voit réduit à la poignée des éléments "les plus réactionnaires, etc." (les 200 familles disait le PCF en France). D'où son impossibilité à exercer le pouvoir sous sa forme démocratique parlementaire, d'où son ultime tentative de se maintenir au pouvoir : la dictature ouverte de ce dernier carré bourgeois. Or, résumons-nous :

a/ le fascisme est monté en puissance après la défaite de la classe ouvrière.

b/ il s'est développé comme mouvement de masse, de la petite bourgeoisie surtout, sur lequel s'est appuyé et qu'a utilisé, par la suite, le grand capital.

c/ le fascisme est la recomposition politique du bloc petite bourgeoisie-grande bourgeoisie dans la crise pour tenter de restructurer l'économie capitaliste nationale et sortir de la crise.

La conception du fascisme du 7ème Congrès de l'I.C. aboutit, sur le plan politique, à l'opportunisme. Les "Fronts Uniques" "démocratiques" qui en découlent ignorent la tendance de la petite bourgeoisie au fascisme. Ils se révèlent fatalement inefficaces, car de concessions en concessions à la petite bourgeoisie pour la rallier à tout prix ils ôtent toute indépendance et toute force au prolétariat. Or, seules une conscience et une activité fermement révolutionnaires du prolétariat peuvent amener la petite bourgeoisie à se retourner vers lui (comme l'a montré d'ailleurs l'expérience de la résistance dans divers pays européens).

Finalement, le fascisme étant le corollaire de la faillite historique de la forme démocratique du capitalisme, il était erroné de préconiser, à travers la stratégie des Fronts, le retour à cette forme démocratique.

### **III. PETITE-BOURGEOISIE ET FASCISME**

"Il ne faudrait pas partager cette conception bornée que la petite bourgeoisie a pour principe de vouloir faire triompher un intérêt égoïste de classe. Elle croit au contraire que les conditions particulières de sa libération sont les conditions générales en dehors desquelles la société moderne ne peut être sauvée et la lutte des classes évitée."<sup>7</sup>

La petite bourgeoisie (on dirait aujourd'hui les couches moyennes salariées situées entre le prolétariat et la bourgeoisie) a toujours fait les délices des divers détracteurs du marxisme car elle leur semble l'exemple même de la non validité de la théorie des classes. Tantôt on évoque l'hétérogénéité de la situation matérielle de ses membres qui semblent échapper à toute possibilité de classification homogène. Tantôt c'est le nombre de sa masse dans des pays impérialistes comme la France, qui semble contredire l'idée de Marx de la prolétarianisation des travailleurs (sauf à ce qu'on englobe tous les salariés dans la dénomination de prolétaires suivant la formule réformiste).

Il est exact que, dans nos pays impérialistes, la disparition de millions de petits producteurs (les petits bourgeois de l'époque de Marx) a été, en quelque sorte, "compensée" par l'émergence d'une nouvelle petite bourgeoisie, les couches intermédiaires salariées. Émergence largement due, quant à l'ampleur du phénomène, à la nature de l'impérialisme qui concentre dans les métropoles toutes sortes d'activités de direction, de gestion, nécessaires à l'exploitation du reste du monde (sièges sociaux des trusts, banques, organismes financiers et commerciaux, fonctionnaires et administrateurs divers, etc.).

D'où l'hypertrophie de ce "secteur tertiaire"<sup>8</sup> dans le cadre d'une division du travail qui a pris une dimension internationale avec l'expansion planétaire du capitalisme. Il n'est pas jusqu'à la classe ouvrière, on le sait, qui dans ces pays n'ait vu ses caractéristiques déformées, marquées par l'impérialisme (aristocratie et bureaucratie ouvrière), ce qui explique pour une part la pénétration de l'influence "petite bourgeoisie" en son sein.

#### **I/ Remarques sur la petite bourgeoisie**

Nous l'avons dit, la petite bourgeoisie existe aujourd'hui en France largement comme une conséquence de la division impérialiste du travail. Qu'en déduire ?

---

7 K. Marx. "Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte"-Le petit bourgeois, par sa position médiane croit toujours représenter le bon sens, l'intérêt général, l'intelligente modération, tandis qu'en vérité il n'est à l'inverse en général que marais, esprit fangeux, médiocrité. Il est intéressant de citer aussi la suite du texte de Marx qui continue ainsi : "Il ne faut pas non plus s'imaginer que les représentants démocrates (petits bourgeois n.d.l.r.) sont tous des boutiquiers ou qu'ils s'enthousiasment pour ces derniers. Ils peuvent, par leur culture et leur situation personnelle, être séparés d'eux par un abîme. Ce qui en fait les représentants de la petite bourgeoisie, c'est que leur cerveau ne peut dépasser les limites que le petit bourgeois ne dépasse pas lui-même dans sa vie, et que, par conséquent, ils sont théoriquement poussés aux mêmes problèmes et aux mêmes solutions auxquelles leur intérêt matériel et leur situation sociale pousse pratiquement les petits bourgeois. Tel est, d'une façon générale, le rapport qui existe entre les représentants politiques et littéraires d'une classe et la classe qu'ils représentent".

8 La notion de "secteur tertiaire" n'a en fait guère de sens. Nous avons montré (cf brochure "Le prolétariat seule classe révolutionnaire jusqu'au bout") que nombre de ceux que les experts bourgeois y incluent sont en fait des "quasi-prolétaires" (employés des banques, commerces, postes, etc.). Nous ne reprenons pas ce débat ici. Pas plus que nous ne répondrons ici aux thèses erronées sur la soi-disant disparition du prolétariat par suite de l'évolution du mode de production alors que c'est l'inverse qui se produit dans le monde. Entendons donc ici par "couches moyennes" la masse des employés supérieurs, des petits et moyens cadres de l'ensemble des secteurs de la production, du commerce, des services, de l'administration, des professions libérales, des transports. Cela ne règle nullement les problèmes de frontières, on pourra toujours ergoter pour savoir où se classe tel ou tel individu. Mais quelle importance : l'analyse de classe est avant tout une analyse des grandes masses, et aucune classe n'est parfaitement homogène, n'est un corps chimiquement pur qu'il serait possible d'isoler, ni n'est séparée des autres par des frontières imperméables.

a) La salarisation d'une masse croissante de travailleurs est le signe de la disparition des petits producteurs et de l'uniformisation, sous cet aspect (auquel ne se réduit en aucun cas la situation de classe<sup>9</sup>), d'une masse de travailleurs exploités (tous les salariés ne sont pas, bien sûr, exploités) face au capitalisme qui achète leur force de travail. Mais en même temps il n'en reste pas moins que les couches moyennes salariées se situent toujours, comme les anciens petits bourgeois, dans une situation intermédiaire entre le prolétariat - où elles ont peur panique de retomber - et la bourgeoisie - qu'elles singent et rêvent de rejoindre (notamment par la voie mythique de l'école).

b) L'unité objective des couches moyennes est donc d'un degré supérieur à celle des petits bourgeois petits producteurs que Marx décrivait ainsi : "Chacune des familles paysannes se suffit presque complètement à elle-même, produit directement elle-même la plus grande partie de ce qu'elle consomme et se procure ainsi ses moyens de subsistance plus par un échange avec la nature que par un échange avec la société. La parcelle, le paysan et sa famille; à côté, une autre parcelle, un autre paysan et une autre famille. (...) Ainsi la grande masse de la nation française est constituée par une simple addition de grandeurs du même nom à peu près de la même façon qu'un sac rempli de pommes de terre forme un sac de pommes de terre. Dans la mesure où des millions de familles paysannes vivent dans des conditions économiques qui les séparent les unes des autres et opposent leur genre de vie, leurs intérêts et leur culture à ceux des autres classes de la société, elles constituent une classe. Mais elles ne constituent pas une classe dans la mesure où il n'existe entre les paysans qu'un lien local et où la similitude de leurs intérêts ne crée entre eux aucune communauté, aucune liaison nationale, ni aucune organisation politique." ("Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte"). Ce qui peut se résumer : "classe en soi" qui ne peut devenir classe pour soi.

Le salariat, et la vie urbaine qui l'accompagne, sont donc une marque spécifique nouvelle des petits bourgeois d'aujourd'hui. L'unité de la "classe pour soi", est plus réelle, plus forte. Mais les classes moyennes restent néanmoins dans des rapports de production beaucoup plus individualisés et hétéroclites que le prolétariat. Elles vivent beaucoup plus fortement la concurrence, acharnées dans le souci de ne pas "tomber" dans le prolétariat et de rejoindre la bourgeoisie. L'individualisme est toujours une constante de leur idéologie que toute la culture dominante qui leur est adressée tend à renforcer quotidiennement. Bref, si elles ne sont plus, à proprement parler un "sac de pommes de terre", elles n'ont, néanmoins, de liaison nationale, de représentation politique propre que fragile, divisée, éphémère.

Mais si la petite bourgeoisie n'a pas un programme politique propre, indépendant, elle a une idéologie qui la soude et qui la cimente comme force sociale importante en France. Nous l'examinerons ci-après. On y retrouvera des éléments très proches de celle de l'ancienne petite bourgeoisie - et qui la lie avec ce qu'il en reste aujourd'hui - qui correspondent au fait qu'elle est toujours une classe intermédiaire, prise en tenaille entre bourgeoisie et prolétariat, opposée et attirée à la fois par l'une et par l'autre, passant de l'une à l'autre. Et des éléments spécifiques liés à sa situation et ses rapports avec l'impérialisme : c'est lui qui lui semble la cause de son bonheur et qui l'a placée au-dessus des prolétaires et peuples exploités. Mais aussi elle envie la bourgeoisie, en critique les excès et les gaspillages, s'oppose à elle dans une certaine mesure, qu'elle ne peut atteindre et à qui elle reproche de la sacrifier, de l'étouffer et de se montrer incompétente dans la gestion des affaires "familiales" (nationales)

c) La petite bourgeoisie moderne est tout à fait liée au capitalisme, en fait partie intégrante. Il n'y a donc pas, comme ce fut le cas avec le bonapartisme analysé par Marx dans le "18 Brumaire", possibilité aujourd'hui d'une séparation entre la société civile et l'État (pouvoir politique aux mains d'un représentant des petits paysans, pouvoir économique bourgeois). Le fascisme est bien, certes, l'expression de l'émergence d'une force politique petite bourgeoise dans la crise. Mais d'une petite bourgeoisie impérialiste. C'est à dire qui se place sur le terrain même de la bonne santé de

9 Cf. notre brochure "Le prolétariat seule classe révolutionnaire jusqu'au bout".

l'impérialisme, en imagine, en propose une nouvelle, une meilleure gestion. Avec le fascisme, elle caresse l'illusion de pouvoir se représenter elle-même et la nation toute entière puisque sa place intermédiaire la situe, croit-elle, au-dessus des conflits de classe, arbitre des contradictions.

Marx disait des petites paysans révolutionnaires : "C'est pourquoi ils sont incapables de défendre leurs intérêts de classe en leur propre nom, soit par l'intermédiaire d'un Parlement, soit par l'intermédiaire d'une Assemblée. Ils ne peuvent se représenter eux-mêmes, ils doivent être représentés."

Avec le fascisme, la petite bourgeoisie a cru trouver le moyen de se représenter parce qu'elle a occupé les postes supérieurs de l'appareil d'État. Tel Frankenstein qui vivait du cerveau monstrueux que lui avait forgé son maître, elle ne fut en fait que le corps monstrueux dont le cerveau étaient les trusts. Détenir les postes de l'État ne suffit pas à pouvoir exprimer une politique indépendante quand on en porte pas en soi la potentialité. Et, finalement, on trouvera qu'avec le fascisme la petite bourgeoisie, qui a cru pouvoir se représenter elle-même, s'est retrouvée dans cette situation que Marx décrivait si bien : "leurs représentants doivent en même temps leur apparaître comme leurs maîtres, comme une autorité supérieure, comme une puissance gouvernementale absolue, qui les protège contre les autres classes et leur envoie d'en haut la pluie et le beau temps. L'influence politique des paysans parcellaires trouve, par conséquent, son ultime expression dans la subordination de la société au pouvoir exécutif." Même si, avec le fascisme, ces représentants étaient des leurs et non les résidus de l'aristocratie bonapartiste.

## **2/ Idéologie petite bourgeoise et État fasciste<sup>10</sup>**

La crise déconsidère les partis bourgeois traditionnels, affecte directement leurs liens de représentativité avec la petite bourgeoisie, exacerbe l'idéologie propre de celle-ci qui se trouve représentée, portée, développée par les partis fascistes.

Autrefois fixées sur les partis chrétiens conservateurs, ou sociaux-démocrates, déçues par eux, les masses petites bourgeoises se retournent vers les partis fascistes qui les organisent en dehors du jeu parlementaire "pourri". Pas de politique, mais de l'ordre et de l'efficacité, pas de luttes de classes, mais l'union pour nous sauver tous, pas de capitalisme ou de socialisme, mais l'entreprise, la corporation professionnelle, la famille, la patrie qui doit être gérée par et en "bon" père de famille.

Pour la petite bourgeoisie, l'État est tout. A l'époque de l'impérialisme triomphant, il était l'Etat-providence, l'État distributeur. La crise? C'est que cet État est aux mains d'incapables, de profiteurs, de mauvais gestionnaires. Fétichisme de l'État au dessus des classes que le petit bourgeois rêve de purifier des jeux politiques et de la lutte des classes. Protection et sécurité que l'État doit assurer à l'épargne, au " fruit du labeur" des petits bourgeois besogneux, contre les prolétaires jaloux et fainéants, les étrangers rapaces, profiteurs oisifs. État fort, nationalisme, racisme, espace vital. Autant de "valeurs" petites bourgeoises que le fascisme saura développer.

Il faut non pas supprimer la bourgeoisie mais l'utiliser, dit le fascisme, établir au dessus d'elle un État syndical et corporatiste fondé sur une alliance capital-travail capable d'imposer la souveraineté nationale aux forces économiques. Pour le fascisme, il y a deux sortes de capitalistes : celui qui investit et qui travaille, celui qui spéculé, exporte et brade les capitaux ( pour les nazis : l'étranger,

---

<sup>10</sup> Tout au long de cette partie, on remarquera "l'étrange" coïncidence entre bien des thèses fascistes, du moins d'avant sa prise de pouvoir, et celles de la gauche actuelle, PCF compris. Ce qui ne veut pas dire que la gauche soit fasciste, aille jusqu'aux ultimes conséquences du fascisme. Mais elle le prépare inconsciemment. Nous y reviendrons.

le non national est symbolisé par le juif).

Le fascisme a utilisé tout un vocabulaire anti-capitaliste correspondant à la révolte des masses petites bourgeoises (qu'il abandonnera ensuite pour gagner la confiance du grand capital), qu'il mélangera à un programme conservateur.

Il dénonce les ploutocrates et les cosmopolites ( les "mauvais" capitalistes ). Le nationalisme et le militarisme se présentent comme une lutte contre les trusts internationaux qui ont imposé au peuple allemand le traité de Versailles, les réparations, l'occupation de la Ruhr (le PC allemand aussi dénonçait Versailles et luttera en même temps que les fascistes contre l'occupation de la Ruhr).

Les ouvriers sont anti-parlementaristes, les fascistes aussi, même si ce n'est pas pour les mêmes raisons.

Les fascistes sont, initialement du moins, anti-cléricaux, dénonçant la liaison étroite entre Église et grand capital.

Dans la forme, le fascisme est anti-légaliste et prône la violence pour renverser la bourgeoisie. Il proclame "ni droite, ni gauche". Il canalise les colères, les désespoirs, les tendances anarchistes, à la jacquerie, au putsch, très présentes dans la petite bourgeoisie.

Il n'est donc pas étonnant que le fascisme ait influencé, dans sa période populiste, jusqu'à des couches ouvrières déçues par la gauche traditionnelle et bureaucratique.

D'autres éléments de l'idéologie fasciste sont plus propres aux côtés réactionnaires de la petite bourgeoisie (ou de certaines de ses fractions) :

- culte du chef et de l'État, de la discipline et de l'ordre, rôle de la famille, lié à l'isolement et l'individualisme petit bourgeois en même temps qu'à l'idée de la nation unie comme une "grande famille", obscurantisme, anti-scientisme, anti-intellectualisme, exprimant la révolte bornée des petits bourgeois contre les idéologues et "beaux parleurs" qui l'ont déçu, contre les scientifiques qui n'ont pas apporté le progrès, tandis qu'ils se moquaient du "bon sens" petit bourgeois (aujourd'hui Le Pen excite sur le même thème : "On nous traite de S.O.F., de de Dupont-Lajoie, on nous méprise").

- élitisme et racisme, particulièrement développés à l'époque de l'impérialisme où le petit bourgeois s'est élevé "au dessus" des peuples exploités, éduqué dans la supériorité de "sa" civilisation, enrichi par la colonisation, persuadé que les "bougnoles" de tous les pays le jalourent, en veulent à son bas de laine, profitent de sa "générosité".

Ce n'est donc nullement un hasard si de très nombreux cadres du socialisme officiel ont rejoint, en Allemagne, en Italie, en France, les partis fascistes, croyant tirer les leçons des échecs du socialisme parlementaire en construisant un socialisme débarrassé de ses notables, populiste et efficace car musclé et peu soucieux de la légalité républicaine. Déat, Doriot, Mussolini et bien d'autres en sont des exemples connus, contribuant à donner, initialement, au fascisme son visage de gauche.<sup>11</sup>

Ils retrouvent, avec le fascisme, l'idée d'un socialisme sans prolétariat, qui serait au service de l'ensemble de la nation représentée par l'État. Un anti-capitalisme qui ne s'attaque qu'aux "excès" du capitalisme, qui ne lui oppose qu'une autre gestion plus morale où tous les producteurs s'opposeraient à tous les profiteurs dans la recherche de l'efficacité économique. Le fascisme reprend l'idée "socialiste" de l'union des classes moyennes et du prolétariat pour imposer un "bon" capitalisme, par la force s'il le faut, pour obliger les puissances d'argent à travailler pour le bien commun.

L'État, le Plan, les nationalisations sont pour les sociaux-démocrates comme pour les fascistes les

---

<sup>11</sup> Le livre " Ni droite ni gauche " apporte toute une série de révélations sur les contributions aux mouvements fascistes d'hommes comme Beuve-Méry (le Monde), Mounier (Esprit), Mendès-France, Duverger et bien d'autres classés "à gauche" sans oublier Mitterrand décoré de la francisque.

moyens d'orienter le capital dans la bonne direction. Les couches moyennes sont "la nouvelle classe ouvrière de l'époque moderne" ("l'ère de l'industrialisation appartenant au prolétariat, celle de l'automatisation sera celle des couches moyennes" disait déjà Doriot bien avant nos nouveaux philosophes, nouveaux économistes, etc.).

Bref, si on examine les thèses propagées par le fascisme avant la prise du pouvoir, thèses qui ont fait son succès populaire, et non pas seulement ses excès les plus achevés (camps de concentration, génocides, etc.) dans l'Allemagne hitlérienne, on peut affirmer qu'il n'y a pas de différences quant au fond avec les thèses social-démocrates. Celles-ci portent sur les moyens, puisque le fascisme pousse, pourrait-on dire jusqu'au bout, l'idéologie bourgeoise. Sa "folie" est qu'il n'est pas capable de mesure, qu'il refuse toute séparation entre la théorie et la pratique. Le nationalisme jusqu'à la guerre, le racisme jusqu'au génocide, l'Étatisme jusqu'au totalitarisme... Le petit bourgeois acculé à la disparition par la crise veut que tous les mots soient immédiatement des actes : il ne peut plus attendre.

Tout cela le petit bourgeois demande à l'État de le lui assurer. Et quoi de plus sûr que de le remettre aux mains du parti fasciste qui est la petite bourgeoisie organisée politiquement. Avec lui elle s'épanouira en bureaucratie d'État. Comme le disait un fasciste français en 1926 :

"État qui n'est point d'une classe, mais de toutes, et qui est national.  
État unitaire qui a un chef,  
État de l'âge industriel qui fera surgir du sol mille et mille richesses nouvelles,  
État où seront réunis enfin le nationalisme et le socialisme... A bas le Parlement et Vive la Nation."<sup>12</sup>

Résumons-nous, aujourd'hui comme hier le petit bourgeois ne peut se concevoir comme organisant des intérêts indépendants de classe, mais seulement comme réconciliateur des classes croyant que son intérêt est l'intérêt général. L'intérêt général lui apparaît comme non pas négation des intérêts particuliers (auxquels il tient tant), mais comme "au dessus". Ses représentants doivent donc être des maîtres : l'État et son chef qui lui assurent d'en haut "la pluie et le beau temps". État de dictature ouverte puisque la démocratie a causé la crise qui ruine le petit bourgeois, en autorisant l'expression de tous les désordres, toutes les immoralités, toutes les propagandes.

### 3/ Social-démocratie et fascisme<sup>13</sup>

On a pu remarquer, dans la partie précédente, le parallélisme entre certains aspects de l'idéologie fasciste et de celle de la social-démocratie d'alors comme aujourd'hui (où nous incluons le PCF ). Je ne placerais pas le signe égal entre gauche et fascisme<sup>14</sup>. Mais je dirais que la social-démocratie contribue à préparer l'avènement du fascisme. Non seulement parce qu'elle a toujours servi à briser le mouvement ouvrier révolutionnaire ( voir par exemple son rôle bien connu en Allemagne après la première guerre mondiale ). Mais aussi parce qu'elle y fait pénétrer les mêmes idées de collaboration de classe que le fascisme, la même idéologie impérialiste (notamment en période de crise). Ces convergences trouvent leur source dans la même base de classe : la petite bourgeoisie salariée qui pense gérer autrement le capitalisme, qui se veut, qui est déjà pour une part, les

<sup>12</sup> Valois. Cité dans "Ni droite ni gauche, l'idéologie fasciste en France". Zeev Sternhell. Ed. du Seuil.

<sup>13</sup> Voir le livre cité note 11 qui est une excellente source d'informations sur la façon dont les idéologues de "gauche" ont préparé le développement du fascisme dans les années 1920 et 30.

<sup>14</sup> Sans l'examiner ici, je pense que la thèse du "social-fascisme" développée par la 3ème IC à la fin des années 20 est fautive parce que trop simplificatrice. Cette thèse met le signe égal entre social-démocratie et fascisme. Or, ce n'est pas vrai ne serait-ce que du point de vue des couches sociales qu'ils influencent et de la façon dont s'exerce cette influence (réformisme parlementaire ou hyper-nationalisme étatique). Une conséquence en est que, pour gagner une partie des masses influencées par la social-démocratie à la lutte anti-fasciste sous direction communiste il faut combattre différemment social-démocratie et fascisme.

"bons" fonctionnaires du capital.

Le fascisme est le produit de la crise du capitalisme et de celui du socialisme réformiste. On retrouve dans le fascisme des thèmes, des utopies petites bourgeoises de toujours : "société égalitariste", attaques contre les "gros", les profiteurs, coopération des travailleurs et disparition des classes, valeurs de la terre et de la nature, etc. Mais cela reste verbal et, par exemple, le fascisme n'envisage même pas l'abolition de la propriété privée. Les moyens qu'il préconise ne sont plus la communauté libre et volontaire des travailleurs, mais le corporatisme obligatoire, l'État qui le couronne, la force. Il ne s'agit plus d'un rêve de dépassement du capitalisme, rêve de fraternité et d'équilibre, mais d'un cauchemar de fin du monde, plein de sang et de mort. L'utopie petite bourgeoise égalitariste et communautariste des débuts du capitalisme était optimiste, celle de ses convulsions est morbide. Vive la mort criaient les franquistes.

## **IV AUJOURD'HUI**

Il ne s'agit pas de crier fascisme à chaque acte policier, à chaque mesure autoritaire de l'État, dont la répression a toujours été une fonction essentielle. Le fascisme a correspondu à une conjoncture particulière de la crise capitaliste. Aujourd'hui, il s'agit, pour le capitalisme qui traverse une crise du même type, de savoir s'il pourra, et comment, "restructurer", "moderniser", pour passer de l'ère du fordisme (le travail taylorisé d'une masse d'OS) à celle des robots et de l'électronique (diminution considérable du temps de travail social nécessaire, la société à deux vitesses) tout en rétablissant par là les taux de profit et le procès d'accumulation du capital.

Nous avons tracé, à grands traits, dans une récente parution<sup>15</sup> à quelles conditions destructrices il pouvait y parvenir. Mais il faut, pour approfondir l'analyse, relier l'analyse économique de la crise à une analyse politique, commencer à mettre en chantier la réponse à la question : quels sont les effets de la crise dans la superstructure ?

### **I/ Banalisation du procès de fascisation**

Le Pen et l'organisation fasciste Front National ont fait un score aux Européennes. Ce n'est pas seulement le chiffre de 10% et plus des voix qui compte. Mais bien plus ce qu'il recouvre : le glissement de masses importantes vers la volonté de mettre en pratique une idéologie de type fasciste, encore sommaire (racisme, légitime défense), mais qui se développe avec la crise. Glissement qui ne se manifeste absolument pas par le seul score du Front National, mais aussi par l'évolution du langage et des programmes des partis traditionnels, PCF compris, à la poursuite d'électeurs en perte. Dans un vieux pays impérialiste comme le nôtre, même des zones ouvrières votent Le Pen ou approuvent les aspects les plus réactionnaires du PCF.

Glissement qui est accéléré par le passage de toute une partie de l'intelligentsia dans la défense de thèmes idéologiques préparant au fascisme (libéralisme moderne, élitisme, nationalisme, etc.). Nous y reviendrons. Mais déjà, par exemple, remarquez combien est systématique, massive, répétée, la longue entreprise de démolition de la Résistance et de la réhabilitation, par banalisation du fascisme (le principe est toujours le même, on ne défend pas encore tout à fait ouvertement les fascistes, mais on démolit ceux qui se battaient contre eux).

Banalisation du phénomène Front National aussi. "Il serait dérisoire de voir dans les onze français sur cent des émules de Hitler ou Mussolini. Faut-il qualifier ces électeurs "d'extrême-droite"? La plupart ne seraient-ils pas surtout irrités contre la gauche ?" (Peyrefitte). "Que dit Le Pen qui soit si terrible à entendre ? Il ne dit, pour des millions de Français que des évidences : que l'insertion des travailleurs étrangers, surtout ceux d'origine maghrébine, pose des problèmes qui vont s'aggravant... que le travail, la famille, la patrie sont les piliers de la nation... Il faut prendre le Front

<sup>15</sup> Voir nos premiers éléments d'analyse sur la crise économique et son avenir dans La Cause du Communisme n°8

National pour ce qu'il est : un parti politique de droite. De cette droite française, conservatrice, moralisatrice, nationaliste." (J. Bothorel, autre idéologue bien en cours à droite).

Voilà ce que dit Le Figaro du 19 Juin 84, le journal d'Hersant, grand propriétaire des 3/4 de la presse française, qui, le 26 Août 1940, deux mois après l'entrée des nazis à Paris, venait prendre possession de l'entreprise juive Lang et de l'appartement des juifs Rosenthal, 28, avenue des Champs Élysées, pour y diriger une organisation anti-juive. Il continue aujourd'hui avec les arabes.

Banal aussi l'assassinat d'une cinquantaine d'immigrés tirés à vue comme des lapins, les milices patronales SAC, CSL, l'assassinat récent d'ouvriers turcs, la police profondément acquise aux fascistes, etc.

Banal parce que profondément admis par une masse importante de Français.

## **2/ Crise économique et couches moyennes**

On aurait tort de croire que la crise économique ne touche que le prolétariat le plus exploité. Aujourd'hui les OP, les techniciens, les "cols blancs" en tout genre sont aussi frappés et hantés par la peur de retomber "en bas", fous de rage de voir compromis leurs espoirs de promotion sociale.

L'actualité le montre tous les jours. Par exemple, le journal patronal l'Usine Nouvelle : "Chez Renault les adjoints, voire les adjoints d'adjoints prolifèrent. Renault doit dégraisser les cols blancs... La CGCT doit licencier 961 personnes, dont 646 au siège social... Jusqu'à maintenant les firmes préservaient l'emploi de leurs cadres... La nécessité économique l'emporte aujourd'hui et les entreprises n'hésitent plus à se séparer d'eux. Le nombre de cadres demandeurs d'emploi a augmenté de 13 % en un an"- Et bien sûr il n'y a pas que les cadres, mais l'ensemble des "couches moyennes".

Ces couches intermédiaires sont celles qui sont en situation, comme leur nom l'indique, de tampon entre la bourgeoisie et le prolétariat, chargées des tâches d'organisation, de gestion, de contrôle, de comptabilité, etc. Ingénieurs, techniciens, agents de maîtrise, administratifs, contrôleurs, chargés de méthodes, fonctionnaires, ces intermédiaires sont environ 20 % de la population active. Avec eux des médecins, des architectes, des artisans, etc. connaissent la peur du chômage, la déqualification. Ils ont, par exemple, manifesté en masse pour l'enseignement "libre" parce qu'ils y voient l'espoir d'une "bonne" éducation leur permettant de grimper vers le haut.

Fiers de leurs diplômes, de leur savoir, de leur qualification, ce sont les gestionnaires de l'extorsion de la plus-value. Et puisque plus personne ne semble capable de diriger correctement la société, et bien qu'on les laisse faire. Ils s'offrent comme nouveaux gestionnaires compétents et proposent au prolétariat de leur faire confiance pour supplanter un patronat "archaïque", un État bureaucratisé et jugé finalement envahissant parce qu'incapable. "Libres et responsables", ils créeront emplois et prospérité pour tous.

Il leur reste encore à trouver par quel biais. Car il y a bien pour eux, comme pour la classe ouvrière d'ailleurs, crise de représentation. La droite traditionnelle tente un retour avec R. Barre et J. Chirac : mais ce sont de vieux chevaux. La gauche a déçu, elle n'a pas su mettre l'État à leur service, et les promesses de nombreux postes dans la fonction publique et les entreprises nationalisées n'ont guère été tenues. Les partis sont déconsidérés (voir le taux d'abstention toujours très élevés aux élections). Mais les syndicats aussi, qui n'ont plus de politique contractuelle "à se mettre sous la dent". Et le Parlement n'est qu'une coquille vide qui n'arrive même plus à assurer une représentation, même tronquée et rabougrie, des conflits de classe. Les

scandales à répétition achèvent de miner l'édifice ( diamants de Giscard, Mafia, affaire Flick<sup>16</sup>, etc.). Crise du système politique donc, qu'illustre ainsi un récent sondage Sofres de Septembre 84: "10% seulement des Français considèrent que les hommes politiques disent la vérité, 82% étant d'avis qu'ils mentent", ou les déclarations au Monde de Pierre Juillet, l'ex-éminence grise de feu Pompidou, sous le titre "Et si c'était foutu" : "Ainsi, nous vivons dans la division et l'amertume et nous survivons par la débrouillardise. Où que l'on se tourne on ne voit que des gens découragés, écoeurés, exaspérés, désespérés, qui, las de croire aux marchands d'illusions et de faux semblants s'excluent de la communauté en la pillant...".

Nos classes moyennes - et aussi la classe ouvrière - sont de plus en plus lassés d'être "représentées" par une myriade "d'élus" qui sont incapables d'agir, de redresser la situation. Les partis sentent cette désaffectation. Les uns promettent "moins d'État", les autres "une autre gestion" de l'État. Mais ça prend difficilement, la confiance n'y est plus. Plus malin, R. Barre se présente comme "sans parti". Il tente de chevaucher la grande vague libérale qui est aujourd'hui le cheval de bataille des idéologues, des nouveaux philosophes ex-autogestionnaires de Mai 68 aussi bien que de l'extrême-droite classique : tous reprennent le vieux thème de la liberté... du renard dans le poulailler, dite liberté de créer, d'entreprendre, de vivre sans contrainte.

### 3/ L'idéologie néo-libérale

Le libéralisme, dont toute la bourgeoisie semble se réclamer aujourd'hui, n'est-il pas le contraire d'une avancée dans le processus de fascisation? Sur l'exemple de Reagan et Thatcher tous ne préconisent-ils pas aujourd'hui "moins d'État", alors que, nous l'avons dit, le fascisme a conduit partout à plus d'État?

Il y a à ce slogan une raison de circonstance. Il serait difficile aujourd'hui de prétendre attendre l'espoir d'un plus d'État. Il est devenu tellement omniprésent dans toute la vie économique et sociale que le premier responsable de la crise c'est lui dont on attendait tout. Il a d'autant plus failli que et la droite et la gauche l'ont gouverné apportant la preuve qu'un changement d'hommes ne changeait rien. Haro donc sur l'État. D'autant plus d'ailleurs que le "tout État" existe déjà à l'Est et qu'il faut bien le présenter comme antimodèle dans le cadre du conflit entre les deux grands blocs impérialistes.

Mais en fait, et c'est là l'essentiel, le libéralisme ne demande pas moins d'État - et il ne peut pas retourner à l'époque du capitalisme libéral de la petite entreprise et de la libre concurrence. Il demande moins d'État social, redistributaire, légiférant les rapports sociaux, et plus d'État au service d'une seule classe : "les entrepreneurs". Il ne demande pas l'école "libre", mais l'école des curés payée par l'État; pas l'entreprise "libre", mais subventionnée; pas le marché "libre" mais soutenu par les commandes, les crédits et l'armée de l'État, etc... Le fascisme, nous l'avons vu, en disait autant : un État national, au dessus des classes, et non pas démocratique et divisé; un État assurant l'expansion et la richesse, et non pas bureaucratique et gouffre financier.

Regardons-y de plus près, qu'est-ce donc que le libéralisme ?

Le chantre du libéralisme, Guy Sorman<sup>17</sup> écrit que c'est lors de la crise de 1930 et avec le keynésianisme "que les bureaucrates d'État prirent en main la destinée des peuples pour ne plus la leur restituer totalement".

---

16 A ce propos, le commentaire du journal Les Echos est éloquent : "Le vrai problème est grave : l'industrie automobile allemande, et sans doute l'industrie en général, n'a plus de prise réelle sur le pouvoir politique en raison du scandale Flick (qui a démarré à propos d'un trafic d'actions Mercedes, n.d.l.r.).

17 Guy Sorman, "La solution libérale" Ed Fayard.

De Napoléon à la guerre de 14-18, pour rester dans les temps modernes, il y a belle lurette que les États ont pris en main la destinée des peuples. Mais passons. Ce que critique en fait Sorman c'est l'intervention croissante de l'État dans la vie économique et sociale.

Et ceci, inutile de s'étendre sur ces analyses bien connues, parce que le processus de la production et des échanges s'est lui-même socialisé et organisé à l'échelle de la planète. Il y a bien longtemps que le petit propriétaire privé du capitalisme libéral a été remplacé par la société anonyme par actions, elle-même par le monopole et enfin par l'État.

Quand il faut organiser sans les travailleurs et contre eux le travail des milliers d'ouvriers de l'usine, de centaines d'usines entre elles, de par le monde, il faut une bureaucratie. Quand, sous les lois du profit et de la monnaie, il faut financer des investissements de plus en plus gigantesques, même la société par actions ne suffit plus : il faut l'État et donc la bureaucratie. Quand il faut élargir la consommation par le déficit budgétaire : il faut l'État bureaucratique. Quand il faut faire des guerres toujours plus massives et plus mondiales, il faut encore une énorme bureaucratie militaire.

Bref, l'accroissement de la bureaucratie n'est pas que d'État (voir le quartier de la Défense à Paris), et elle est au capitalisme ce que la drogue est au malade : il lui en faut toujours plus quoiqu'il veuille.

Prenez rapidement un exemple : Reagan, le champion toutes catégories des libéraux. En fait le plus grand étatiste de l'histoire des USA. Augmentation phénoménale des dépenses militaires pour relancer l'économie : par l'État. Pour la relance encore, déficit record de tous les temps du budget de 200 milliards de dollars : rôle de l'État, du super-Keynes, Monsieur Sorman.

Quasi nationalisation d'une des plus grandes banques US en faillite, la Continental Illinois, pour 9,5 milliards de dollars (plus que le prix de toutes les nationalisations de 81 en France) suivant le bon vieux principe libéral : l'État socialise les pertes et privatise les profits. Super interventionnisme du FMI pour imposer l'austérité aux pays plus pauvres. Interventions de l'État US qui établit le protectionnisme sur 20 % du marché US des textiles, 35 % des automobiles, 41% de l'acier en provenance du tiers-monde, etc. de telle sorte que le protectionnisme passe de 20 % du marché US avant Reagan à 35 % en 1983 : vive la libre concurrence.

Un libéralisme qui fait 50 000 morts au Salvador (soit l'équivalent de 450 000 pour la Pologne à proportion de population : c'est vrai que les russes ont encore du chemin à faire pour être libéraux). Le libéralisme de Reagan se borne à abolir le maximum de lois sociales, à supprimer les mécanismes de redistribution des revenus, et à abaisser les impôts des riches<sup>18</sup>. Tout comme Thatcher dont on vante les dénationalisations. Mais en quoi l'énorme bureaucratie de la British Telecom a-t-elle diminué parce que l'État a vendu ses actions 45 pences pièce et que les heureux acheteurs les ont immédiatement revendues 95 (soit un gain de 90 % en un jour). En quoi la bureaucratie anglaise diminue quand les effectifs de police sont augmentés pour briser la grève des mineurs ou combattre la délinquance qui s'accroît avec le "libéralisme"?

Tout montre qu'effectivement le libéralisme n'est pas moins d'État, mais plus d'État au service des plus forts contre les plus faibles. Comme l'a déclaré Chirac ouvertement : il ne faut "renforcer" que les fonctions de l'État qui lui sont essentielles (la sécurité de l'épargne, la rentabilité du capital, l'encouragement aux entreprises, l'ordre social par la police, la place dans le monde par l'armée ) et éliminer toutes les autres qui sont "bureaucratiques" (la réglementation sociale, les entraves à

---

<sup>18</sup> Les chiffres cités ici sont tirés du Monde Diplomatique de Novembre 84 ("Le corset libéral", Claude Julien ). Le libéralisme c'est la liberté du renard dans le poulailler a-t-on fait souvent remarquer. "L'attitude libérale consiste à laisser la société fonctionner normalement" péroré Sorman. Mais le grand économiste libéral Milton Friedman qui a été le mentor de Pinochet au Chili ne peut, avec ses "Chicago boys", maintenir l'ordre à El Teniente. Il faut l'armée. Le renard libéral ne peut agir sans l'Etat, l'armée, la presse, etc...

l'exploitation, la redistribution, etc.).

La réalité du libéralisme est qu'à l'heure de la crise, l'État doit se consacrer à "l'essentiel" : la restauration des taux de profit par des recettes fort éprouvées. Exploiter plus, supprimer tous les acquis sociaux, drainer le maximum d'argent au profit des entreprises. Liberté d'embaucher et de débaucher. Liberté des horaires de travail. Liberté de fixer les salaires au plus bas. Liberté de se passer de délégués syndicaux et autres empêcheurs de faire du profit en rond. Liberté de diminuer les charges fiscales des entreprises et d'augmenter les subventions publiques. Liberté de fabriquer du gaz mortel à Bhopal. Liberté de renvoyer les immigrés chez eux. Liberté de flinguer sous prétexte de "légitime défense". Liberté du travail pour les jaunes contre les grévistes, etc. etc.

Les idéologues du libéralisme moderne jouent sur la corde "assez de politiciens", "laissez nous vivre", "nous sommes bien capables de nous occuper de nous-mêmes". Ils jouent de la crise de représentation pour dénoncer "la" politique afin de mieux faire passer celle du capitalisme qu'ils déclarent "naturelle", "apolitique". Être libéral, c'est se défier de la politique et des politiques pour investir sa confiance dans la spontanéité individuelle et dans la société civile contre la nouvelle classe bureaucratique. Ils jouent de l'individualisme contre le collectif comme si la jungle était synonyme de liberté et l'organisation sociale d'esclavage. Insondable bêtise. Étonnante arrogance. Sous les mots "moins d'État", "flexibilité", "modernisation", "souplesse", "liberté", "suppression des contraintes", le libéralisme tente de cacher qu'il n'est qu'une fumisterie, ou plutôt une implacable dictature.

Le libéralisme est à la liberté ce que le totalitarisme est au communisme : son contraire. Le libéralisme ramène l'individu au règne animal "naturel" et l'y écrase.

La liberté y est en fait réduite à la liberté d'entreprendre et de faire fructifier son capital. C'est l'esclavage d'Harpagon.

La liberté y est fondée sur l'abêtissement intellectuel de l'homme. Hors des lois du marché ce ne sont que bavardages d'intellectuels nocifs déclarent les libéraux. Le libéralisme est fondé sur la théorie que l'homme ne peut pas organiser consciemment la société, et que les lois aveugles mais "naturelles" du marché (la "main invisible" d'Adam Smith) sont la meilleure régulation possible. Le spontané est opposé au conscient. On ne peut pas connaître. La liberté n'est pas l'intelligence de la nécessité, mais la soumission à l'obscurité. Dieu n'est pas loin : l'obscurantisme triomphe.

La liberté de l'individu y est aussi étroite que celle du soldat sur le champ de bataille : tuer ou être tué. Le libéralisme propage un darwinisme social (que le plus fort gagne) qui rejoint finalement tout à fait l'élitisme raciste des nazis.

Liberté de s'organiser à condition que ce soit dans le particularisme et la division corporatiste et non dans l'unité de classe. "La solution libérale est naturellement de n'exclure aucun corporatisme. Au contraire il convient de les multiplier. Car toute revendication particulière devient acceptable dans le jeu démocratique lorsqu'elle se trouve équilibrée par mille autres" (Guy Sorman). Diviser pour régner. La revendication particulière du trust contre celle du boutiquier.

Liberté d'instaurer progressivement et par petites touches un État policier, chemin que la gauche a largement poursuivi. Il y a eu à droite l'extradition de K. Croissant "présumé complice" de la Fraction Armée Rouge (mais la RFA a toujours refusé d'extrader les nazis notoires). Il y a eu à gauche la réhabilitation des généraux assassins de l'OAS, carrières reconstituées, tandis que des Basques étaient expulsés en contradiction notoire avec la Convention de Genève et alors même qu'un recours devant le Conseil d'État était déposé, qui était, de droit, suspensif de la procédure

d'expulsion. Ce ne sont, bien sûr, que deux exemples.

Liberté "de l'individualisme contre le collectif", mais quand même "ajoutons-y une volonté évidente de renouer avec quelques valeurs spirituelles et morales qu'un excès de politique temporelle avait interdites de séjour"<sup>19</sup>. L'ordre moral cher aux réactionnaires et fascistes n'est pas loin. Jean-Paul II est certainement un grand libéral.

Et il faudrait encore citer bien d'autres domaines où sévissent, jour après jour, nos libéraux. Celui du racisme (quand ils se targuent d'être intellectuels plus fins que Le Pen, ça prend une forme du genre : "ne pas être raciste, c'est respecter leurs différences, ne pas vouloir les intégrer à tout prix, ne pas les déraciner de chez eux, de leur culture, donc le mieux c'est qu'ils retournent chez eux. Pour leur bien". Ceux, encore, de l'histoire, du sport, du cinéma, etc. Partout ils répandent systématiquement et minutieusement les valeurs élitistes, nationalistes, anti-ouvrières, etc. Mais la place manquerait ici, et il faut conclure.

## **V. CONCLUSION**

Aujourd'hui sévit une crise économique, dont les causes fondamentales sont les mêmes que celles de l'entre-deux guerres. Comme alors le capitalisme est poussé à rechercher son salut dans une "restructuration". C'est-à-dire une mutation profonde des moyens et de l'organisation de la production, à laquelle se livrent tous les groupes capitalistes nationaux et concurrents, pour produire plus à moindre coût et "s'en sortir" chacun d'eux en écrasant les autres. Concentrations financières énormes pour investissements énormes, automatisation et robotisation, élimination des "vieilles" usines (parfois presque neuves), crise financière, monétaire, mise au chômage de dizaines de millions d'ouvriers et autres travailleurs, exploitation accrue pour les autres (sous les termes savoureux de "souplesse", "liberté de briser les contraintes", "flexibilité", "refus de l'assistanat", "gloire aux créateurs", etc.), réduction à la misère absolue des peuples opprimés sous la houlette du FMI. Militarisation accrue car conflits accrus : la guerre économique débouche sur la guerre militaire et nécessite sa préparation. État fort, car il faut la poigne de fer des lois, des fonctionnaires, de la police, du contrôle de l'information, de la manipulation idéologique, pour restructurer.

Parallèlement à la crise économique se développe une crise politique. Si la crise économique est effectivement, pour le moment, plus "établie", mieux contrôlée, moins brusque qu'en 1929, la crise politique est aussi, pour le moment, plus rampante. Mais son processus n'en est pas moins sérieusement engagé.

La classe ouvrière, pour une part importante profondément gangrenée par des dizaines d'années de concubinage avec le réformisme, a vu sa relative unité politico-syndicale voler en éclats avec l'échec de celui-ci. Et c'est une bonne chose. Les masses étudiantes et des fractions petites bourgeoises les plus révoltées ont échoué, en Mai 1968, dans leurs rêves utopiques. Depuis, et la crise aidant, elles ont largement basculé, et basculent tous les jours davantage, dans la réaction fascisante (ce qui est un constat actuel qui ne signifie nullement que cette situation n'est pas contradictoire - comme signe d'un mécontentement - ni encore moins définitive).

Ce phénomène est accéléré par les gouvernements et appareils politiques, de droite comme de gauche, qui sont contraints par la crise à la même politique de restructuration, et donc soumis à la même impopularité. Pour combattre cette impopularité sans remettre en cause le capitalisme (ce qu'ils ne veulent ni ne peuvent), ils sont amenés à s'appuyer sur celles des tendances spontanées de l'idéologie des masses moyennes qui sont les plus réactionnaires. Tendances qui sont de vouloir purifier le capitalisme de ses scories plutôt que de le détruire. Pour faire croire qu'ils représentent une solution, ils attisent et excitent ces tendances (racisme, insécurité, individualisme, élitisme, etc.) afin d'en apparaître les défenseurs les plus ardents, les plus radicaux.

---

<sup>19</sup> Guy Sorman, Le Monde

La rivalité entre les différents groupes candidats aux fauteuils du pouvoir ne pouvant plus jouer sur des différences de programme politique, mêmes minimales, suivant l'opposition gauche/droite classique de la période précédente, ils sont amenés à tenter de se distinguer sur le terrain idéologique par assaut de démagogie, injures, faux procès, etc. etc. Les bonnes âmes prophétisent alors la fin du consensus autour du débat démocratique et en appellent à plus de "tenue". Rien à faire. Et ce faisant, les politiciens aggravent encore plus la crise de "représentation", se déconsidèrent chaque jour eux-mêmes davantage au fur et à mesure que leurs polémiques fangeuses croissent à raison inverse de l'efficacité de leurs actes. Plus ils excitent les "petits blancs" à la haine, la peur, la rage, plus aussi ils les poussent à l'action directe, à la volonté de passer des paroles aux actes. Ce qui signifie justement la ruine du système de représentation parlementaire et de ses partis. "Sauvons-nous nous-mêmes" se mettent à dire à leur tour les petits bourgeois. Alors ils fondent des groupes "d'auto-défense", des commandos divers. Alors naissent les premiers groupes fascistes.

La campagne néo-libérale, nous l'avons vu, rentre tout à fait dans ce cadre. Son drapeau c'est d'en appeler à l'individu capitaliste et à le monter contre l'État bureaucratique et "collectiviste". Laissez-nous nous occuper de faire marcher l'économie nous-mêmes, à bas toutes les entraves sociales, collectives, étatiques. Vive l'individu et à bas le social qui le bride, le politique qui le dépossède. Mais le libéralisme n'est en réalité anti-étatique que dans le sens du minimum d'organisation sociale, alors que la véritable libération de l'individu, la suppression de l'État, nécessiterait une organisation sociale supérieure où l'individu capitaliste et égoïste serait remplacé par l'individu social et humain.

Le libéralisme implique au contraire de ses prétentions un État fort pour liquider toutes les conquêtes sociales et protéger l'individu capitaliste de ses innombrables ennemis (concurrents et exploités). Il alimente de façon systématique le courant anti-scientifique moderne. Il accompagne et soutient la montée du racisme et de la xénophobie, l'esprit de concurrence et d'affrontement poussé à l'extrême, l'idéologie de répression (campagnes sécuritaires) et de réaction.

Dans ce mouvement général les partis politiques sont entraînés à glisser toujours plus à droite. Non seulement parce que cela est l'exigence politique du capitalisme dans sa course à la restauration des taux de profit. Mais aussi parce que la bourgeoisie, pour tenter de recueillir le maximum de soutien dans les masses à sa politique de sortie de crise, doit en "rajouter", trouver des explications pour gagner cette adhésion : le chômage c'est les immigrés, il faut accepter les sacrifices pour gagner la guerre contre les concurrents, ceux qui les refusent sont des traîtres, les acquis sociaux entravent le goût de l'effort, etc. etc.

Le désarroi et la colère des masses petites bourgeoises donnent prise à l'influence des groupes d'extrême-droite qui paraissent proposer des solutions radicales que les partis en place, plus légalistes de tradition et fondés sur les élus, hésitent à prononcer ouvertement. Ces groupes d'extrême droite, en poussant une partie de ces masses dans la réaction fascisante, provoque aussi, en retour, le glissement à droite des autres partis à la poursuite de l'électorat.

Il n'est pas besoin de grandes démonstrations pour prouver que les partis de gauche sont, comme les autres, entraînés dans ce glissement à droite, puisqu'eux aussi misent sur le redressement du capitalisme par une "meilleure gestion" ce qui, au pied de la lettre, signifie une "meilleure prise en compte de ses exigences de profit".

Ces partis poussent des hauts cris sur le thème de la défense des libertés et de la démocratie, mais n'ont aucune réponse à apporter contre le racisme, le nationalisme, le néo-libéralisme, etc. Ils ne peuvent pas, par exemple, attaquer Le Pen sur ce qu'il dit aujourd'hui de l'immigration, mais seulement pour ses "excès" d'autrefois, pour avoir mené "jusqu'au bout" la politique impérialiste

en Algérie. Leurs seuls arguments contre la droite c'est que les Chirac et les Le Pen sont plus racistes qu'eux, moins humains, plus violents. Bref, qu'avec la droite le pire serait encore pire. Seulement Le Pen a sur eux l'avantage, aux yeux des couches réactionnaires de la petite bourgeoisie de proposer des solutions. Il ne se contente pas de dire "c'est la faute aux immigrés" et d'en chasser une partie, mais exige leur élimination immédiate, complète et par tous les moyens. De même qu'en Algérie, pour revenir à cet exemple, là où le gouvernement socialiste des Mitterrand et Mollet excitait à la guerre, mais prétendait la vouloir "propre", Le Pen agissait en conséquence et donc torturait, car il n'y a pas de guerre en dentelle sans tortures ni atrocités.

Il serait donc absolument erroné d'espérer lutter contre le processus de fascisation qui s'amorce en France en s'appuyant en quoi que ce soit sur les partis dits "démocratiques". Car leur terrain est, et ne peut être, que celui des concessions sans fin à l'idéologie réactionnaire. Ils diffusent cette idéologie puis ensuite, "pour ne pas se couper des masses", ils courent après les formes les plus excessives qu'elle prend dans la petite bourgeoisie, s'étonnant qu'elle suive des Le Pen qui disent tout haut ce qu'ils ont suggéré, poussent jusqu'au bout ce qu'ils ont esquissé, hurlent ce qu'ils ont murmuré.

Le fond de la question c'est que la crise est celle du capitalisme sur le plan économique et politique. La faillite de la démocratie bourgeoise est la faillite de ce système. Chercher à lutter contre le fascisme par la défense de la démocratie bourgeoise, c'est comme vouloir guérir un alcoolique arrivé au stade du delirium tremens en lui conseillant de revenir à l'époque où il buvait un peu moins d'alcool.

La voie que nous avons à construire contre le fascisme n'est nullement, pour le moment, de rechercher un Front Démocratique avec des forces petites bourgeoises dites "de gauche", car cela n'aurait aucun effet. Sur ce terrain, dans l'état actuel des rapports de forces, cela ne pourrait conduire qu'à des concessions sans fin au glissement à droite qui est inéluctable tant qu'on reste dans la logique d'un "meilleur" capitalisme.

A ce propos nous ne manquerons pas d'entendre la critique habituelle "vous faites le jeu de la droite". Venant de la part des réformistes qui font réellement et pratiquement ce jeu, on pourrait simplement en rire.

Mais nous y répondrons aussi autrement. En luttant pour faire avancer de vraies solutions aux problèmes posés par la crise, pour organiser une force de conquête d'une démocratie par et pour les masses ouvrières et exploitées, comme point de départ de la construction d'un monde sans classe et sans démocratie<sup>20</sup>.

De ce point de vue, le problème essentiel aujourd'hui est que le prolétariat est lui aussi en pleine mutation politique. Il commence à se débarrasser de la vieille idéologie réformiste qui le dominait, mais ne s'est pas encore soudé au moyen d'une nouvelle idéologie révolutionnaire. Il est donc relativement inexistant comme force politique porteuse d'une alternative. Dans ces conditions les couches intermédiaires que forment les petits bourgeois sont plus attirées par le pôle réactionnaire qui, lui, existe comme force largement dominante. Cela est inévitable en l'absence d'activité révolutionnaire du prolétariat un tant soit peu consistante.

Tous nos efforts doivent donc porter sur la lutte pour accélérer la transformation en cours du prolétariat dans le sens de la recomposition comme force politique révolutionnaire. Et cela nécessite, en particulier dans cette phase, qu'il se délimite en constituant son programme politique et non pas qu'il se dissolve dans la petite bourgeoisie et les couches ouvrières assimilées (bureaucratie et aristocratie). Ce n'est qu'alors qu'il constituera une force capable d'agir sur

---

20 En entendant par là que la démocratie n'est toujours qu'une forme d'organisation de la domination d'une classe sur une autre. Forme qui permet notamment à la classe dominante de nouer autour d'elle les alliances de classe nécessaire à l'exercice de son hégémonie. Pour plus de détail voir La Cause du Communisme n° 2 "Sur l'état de Dictature du Prolétariat".

certaines aspects anti-capitalistes de l'idéologie petite bourgeoise, pour attirer à lui ou neutraliser nombre de ces masses intermédiaires.

Car si les couches moyennes sont réactionnaires aujourd'hui, dans leur plus grand nombre, cela n'est pas une situation globalement définitive ni inéluctable. Des fractions peuvent basculer du côté du prolétariat quand celui-ci agit comme bâtisseur de l'avenir. L'histoire le montre assez.

Et si le fascisme, à ses débuts, a dû reprendre en les dénaturant tant de thèmes anti-capitalistes et anti-étatiques, et parfois jusqu'au vocabulaire marxiste lui-même, c'est bien que la crise créait, y compris dans les couches moyennes, de nombreuses aspirations plus ou moins clairement révolutionnaires. Cela est d'autant plus vrai si l'on considère que leur situation de couches urbaines salariées dans leur majorité constitue un facteur de rapprochement avec le prolétariat que celui-ci, le moment venu, devra considérer avec attention<sup>21</sup>.

Ne prenons que quelques exemples :

- sur la question du chômage l'axe de "travailler tous, moins, autrement" n'est pas indifférent à de nombreux salariés et étudiants. Le mouvement de Mai 68 l'a assez montré, la préoccupation d'une vie riche de créativité, de produire ce qui correspond à des besoins humains élevés, où l'ensemble des producteurs soit responsable ("l'autogestion") n'est pas étrangère à la jeunesse et aux masses salariées. De même que la question quoi produire et comment qui a notamment été soulevée par le mouvement écologiste, etc.

- sur la question de la guerre, le mouvement pacifiste en Europe montre assez, par son ampleur, que des germes existent en grand nombre pour s'opposer aux perspectives de guerre des blocs impérialistes. Dans ce domaine il faut, sur ces bases, faire progresser l'idée que la lutte contre son propre impérialisme est la première condition pour faire avancer la cause de la paix.

- sur la question de l'anti-étatisme, l'exemple de la Grande Révolution Culturelle Chinoise, les axes de lutte que nous en tirons aujourd'hui contre la division sociale du travail, la suppression des classes et l'extinction de l'État sont une orientation d'une très grande vigueur pour répondre à cette préoccupation pour peu que le prolétariat commence à les mettre en œuvre et à les approfondir. L'écho, déformé, de la Révolution Culturelle chez de nombreux révoltés de 68 en a été un indice.

Que l'on prenne ces questions et bien d'autres, la tâche est bien de bâtir une orientation politique et idéologique ferme, anti-impérialiste, et une force organisée qui la porte. Ce n'est que comme cela que peut se bâtir une alliance de classe. Comme le disait Lénine, le prolétariat ne peut faire des concessions à la petite bourgeoisie que quand elle vient à lui. Les réformistes, à l'inverse, n'arrêtent pas de lui courir après quand et dans la mesure où elle se précipite à droite. Eux qui accusent les "gauchistes" de ne pas se soucier des questions démocratiques, de "faire le jeu de la droite", ils n'ont même pas réalisé des choses aussi simples que le droit de vote pour les travailleurs immigrés, et les prisons n'ont jamais été aussi pleines de fils du peuple, tandis que les mercenaires français guerroient du Tchad à la Nouvelle Calédonie en passant par le Liban. Et ils ne savent que courir après la réaction en se proclamant plus " sécuritaires ", plus " fermes " à l'égard des immigrés, plus efficaces du point de vue du profit et de la bonne marche des affaires que la droite.

---

21 Nous avons déjà proposé, dans notre brochure sur l'analyse de classe ("Le prolétariat seule classe révolutionnaire jusqu'au bout") que les employés de base du secteur dit tertiaire (pour parler brièvement - exemples : tris postaux, grands magasins, banques, etc.) soient définis comme "quasi-prolétaires" pour marquer leur proximité du prolétariat fondamental. Nous ne les confondons donc pas avec la petite bourgeoisie. D'autres distinctions devront y être faites. Mais seule la mise en mouvement du prolétariat permettra de distinguer parfaitement - par les réactions que cela suscitera - qui s'en rapproche et qui s'en éloigne ou le combat. La petite bourgeoisie n'est pas un corps pur qui, comme en chimie, devrait être étudié dans des conditions d'isolement des facteurs extérieurs, mais un corps très complexe et instable que les facteurs "extérieurs" ( l'influence de la lutte de la bourgeoisie et du prolétariat ) doit décomposer.

La crise économique ouvre une crise politique et, finalement, pousse toutes les classes sociales à intervenir directement et violemment sur la scène de l'histoire, en dehors des institutions légales et parlementaires. Il dépend de chacun de nous que, dans la lutte qui s'esquisse, qui commence à s'engager entre voie fasciste et voie révolutionnaire, cette dernière l'emporte avant plutôt qu'après la première. C'est à cette prise de conscience, contre notre vieille ennemie l'autruche, du chemin finalement le plus court, le plus facile, le plus réaliste pour sortir de la crise que toute notre activité cherche à contribuer.

C. Paveigne